

POUVOIR ET SAVOIR

Le pouvoir, pour Littré, est la faculté par laquelle on peut, la capacité de faire, mais c'est aussi la faculté de disposer à son gré, de quelque chose ou de quelqu'un, le droit d'agir pour un autre.

Il y a donc une polysémie du mot pouvoir.

J'ai choisi de l'entendre essentiellement dans un sens politique, suivant l'acception la plus large du terme, mais sans m'interdire à l'occasion un vagabondage dans d'autres allées du pouvoir.

Bien entendu, il aurait été tentant de reprendre les analyses de Michel Foucault, essentiellement dans *Surveiller et punir*, mais ce n'était pas là mon propos. J'ai préféré m'attacher à un autre aspect des choses, évoquer les rapports du savoir et du pouvoir dans la constitution des systèmes politiques que la France a connus, singulièrement de la démocratie, et jeter un regard sur les mutations actuelles du savoir, avec les conséquences que cela peut avoir dans le domaine de la transformation des lieux et des acteurs du pouvoir.

Décrivant le système de la démocratie athénienne, Jean-Pierre Vernant dit : « Pour les Grecs, il ne s'agissait pas seulement de vivre ensemble, mais de bien vivre ensemble. C'est pour ce bien vivre qu'a été inventée la démocratie, c'est-à-dire un pouvoir commun à tous. Il ne s'agit plus d'un pouvoir sacré, ni personnel, mais issu de la mise en commun de l'intérêt général. Les Grecs posent le pouvoir au centre de la cité, pour que chacun puisse l'exercer à son tour. Chaque citoyen obéit au pouvoir en sachant qu'après, à son tour, il va commander à ceux auxquels il a obéi. »

Donc, historiquement du moins, pas de place dans cette démocratie directe, exercée dans une cité de la taille de nos villes, pour une quelconque opposition entre savoir et pouvoir.

Depuis que le Code d'Hammourabi en Mésopotamie a rendu publique la loi, et permis à chacun de pouvoir connaître cette loi et de ne plus dépendre d'un pouvoir sacré mais obscur et qui apparaît arbitraire, toutes les sociétés d'Occident, d'Athènes à Rome, ont conquis l'accès à la connaissance qui va permettre aux hommes, d'objets du pouvoir qu'ils étaient primitivement, d'y participer progressivement et de devenir des citoyens.

Pourtant, cela dit, et reprenant le cas d'Athènes, comme le remarque François Châtelet, pour substituer le pouvoir démocratique de l'*ecclesia* au pouvoir de l'aristocratie des *géné*, les Athéniens ont dû faire appel au savoir des sophistes, pour apprendre d'eux les techniques de la prise de parole, de la rhétorique. Et de même, comme le remarque Jules Isaac, la démocratie athénienne du Vème siècle a toujours négligé l'instruction des citoyens, ce qui l'a amenée, sauf exception rarissime, à être dirigée par des hommes appartenant aux grandes familles Eupatrides de l'aristocratie des *géné*, et héritiers familiaux de traditions et de savoirs.

Cela dit, qui n'est pas mince — la difficulté d'accorder le dire et le faire, l'idéal et la réalité — nul doute que, malgré la mutation de la démocratie directe en démocratie représentative des temps modernes, l'image mythifiée de la démocratie athénienne ne fonctionne encore pleinement dans nos esprits comme modèle inégalé, et comme référence, avec quelque nostalgie.

En effet, un sondage récent (mi-novembre 1996), à l'initiative de l'hebdomadaire catholique *La Vie*, nous donne les indications suivantes :

* pour 64 % des Français, le pouvoir est d'abord « dans les mains des marchés financiers » ;

* pour 52 %, chez les élus ; pour 50 %, dans les médias ; pour 41 %, il est exercé par les hauts fonctionnaires et, pour 36 %, par les institutions européennes.

* Parallèlement, 61 % des Français estiment que ce sont les marchés financiers qui ont le plus d'influence sur les décisions des hommes politiques, la volonté des citoyens ne comptant que pour 10 %.

Ces pourcentages méritent à l'évidence qu'on les prenne en compte dans la mesure où ils semblent exprimer des réalités nouvelles, vécues à l'aube de l'an 2000, et nous amener à induire des rapports nouveaux entre l'exercice des pouvoirs et les savoirs, et constater que, dans notre société complexe, les pouvoirs sont multiples auxquels correspondent des savoirs variés.

Le thème des rapports pouvoir/savoir a été, nous le savons, de multiples fois traité, et il n'entre pas dans ma problématique d'ajouter une nouvelle étude qui se voudrait exhaustive des rapports de ce couple, mais je voudrais tenter, à la lumière d'articles de journaux récents, de revues, d'études, de comptes rendus de colloques comme celui tenu en octobre au Sénat : « Science, pouvoir, démocratie », et en fonction d'une petite expérience, de pratiquer un arrêt sur image de notre situation actuelle. Mais nous savons bien, depuis Braudel et Duby qu'il n'y a histoire éclairante que sur la longue durée, et qu'il faut prendre les choses bien en amont, pour comprendre les temps présents.

Les Français depuis le XIX^{ème} siècle jusqu'à aujourd'hui, vivent dans ce qui a pu être caractérisé comme une « société moderne » et nous aurons l'occasion de revenir sur ses caractéristiques essentielles. Mais il est clair aussi que toutes les composantes d'une société ne vivent pas le même temps historique au même moment et que des reliquats des sociétés traditionnelles, sans doute beaucoup plus importants qu'on ne le croit d'habitude, perdurent à travers la modernité, qu'il s'agisse des sorciers mayennais et sarthois de Madame Favret-Saada, de l'image du médecin surtout hospitalier, de la vie interne de l'usine, ou des comportements dans certaines banlieues de nos cités.

Il n'en reste pas moins que ces îlots hérités d'un passé plus ancien se trouvent englobés dans le mouvement de la modernité, articulé, celui-ci, à la référence de la toute puissance de la raison, à l'idéologie de la liberté individuelle, de la responsabilité personnelle et du progrès humain.

Cette construction de la modernité, selon l'expression de Jürgen Habermas, demeure inachevée, brisée qu'elle a été par la guerre de 1914 et ses conséquences, dans sa foi au progrès, à la toute puissance de la raison, de l'enseignement, de l'éducation. Elle a pourtant

continué sa course jusqu'à la deuxième guerre mondiale, tant bien que mal, à partir de son élan ancien.

Mais en même temps, on assistait à une lente, puis de plus en plus accélérée transformation interne des lieux de pouvoir et de leur structure et à la naissance d'une civilisation de plus en plus dominée par les pouvoirs économiques, les technologies et la technocratie, ce qui rend l'exercice du pouvoir plus opaque et justifie les résultats du sondage déjà signalé.

LES FORMES ARCHAÏQUES

J'ai isolé, dans l'introduction, quelques exemples de comportements archaïques dans la société moderne, car ils m'ont semblé porter témoignage de comportements magiques ou régressifs.

L'étude de Madame Favret-Saada sur les pratiques des sorciers dans le bocage mayennais signale la persistance de l'adhésion majoritaire d'une population demeurée rurale, à un type de pouvoirs liés à un savoir secret, irrationnel, complexe, de jeteurs de sorts, de désenvoûteurs, de guérisseurs, d'intercesseurs auprès de puissances plus ou moins bien identifiées, à peine christianisées, détentrices de pouvoirs de vie ou de mort et maîtresses du destin¹. Ces sortes de chamans sont en quelque sorte les desservants de cultes très anciens et les pratiquants de rites archaïques solaires et chtoniens.

De même les intersignes en Bretagne, les rites de la Saint-Jean d'été les légendes de la mort qu'Anatole Le Braz a recueillies, l'ange de Quelven, statue de bois polychrome du XVIIIème siècle que l'on repeint tous les cinq ans, et qui tous les 15 août descend sur une corde tendue depuis la tour de l'église jusqu'à un bûcher dressé au centre du village, et par trois fois vient allumer ce bûcher, procurant à la collectivité promesse de bonnes récoltes pour l'automne.

Irrésistiblement, on se trouve amené à se souvenir des paroles d'Euripide dans *Les Bacchantes* : « Il faut que, malgré elle, cette Cité comprenne combien lui manquent mes danses et mes mystères. »

Si l'on prend l'exemple de la médecine, elle devient certes aujourd'hui de plus en plus scientifique, mais le médecin, dans la

(1) Jeanne Favret-Saada, *Les mots, la mort, les sorts*, Gallimard, coll. Folio-Essais, 1977.

dépendance de qui se trouve le malade qui souffre et qui redoute la mort, ne joue-t-il pas quelque part un rôle comparable à ceux que j'évoquais à l'instant ? J'ai entendu le Professeur Jean Bernard dire : « Aux yeux des gens, nous sommes encore demeurés aujourd'hui les grands sorciers. » Des sorciers détenteurs de la vie et de la mort, usagers d'un langage ésotérique dont la difficulté est parallèle à la complexification croissante des connaissances radicales et leur spécialisation, et qui sont tenus de plus en plus par le public à des obligations de résultats.

L'exercice de la médecine aux U.S.A. devient de plus en plus périlleux pour les médecins du fait des procès qui leur sont intentés en cas d'échecs.

Certes, la plupart des médecins récusent ce rôle de grand sorcier. La diffusion d'un minimum de connaissances médicales, dans le grand public, devrait y contribuer, de même qu'on associe désormais souvent les malades au sens des soins qui leur sont prodigués. Mais est-ce vraiment suffisant encore ?

Pour ce qui est de l'entreprise, le cas est à l'évidence différent et ne s'articule pas aux mêmes types de savoir et de pouvoir, mais, comme le disait Marc Sangnier au début de ce siècle, « Comment pourrait-on parler de démocratie, quand la monarchie est toujours présente dans l'usine ? » Et l'on pourrait ajouter aujourd'hui : malgré l'existence des syndicats, des comités d'entreprise, ou des lois Auroux.

Sur le plan juridique, l'entreprise est fondée sur le droit de propriété, et le contrat de travail articule l'un à l'autre patron et ouvrier par la reconnaissance théorique de la propriété du travailleur sur sa force de travail, autrement dit la propriété de sa propre personne. Théoriquement donc, le contrat de travail établit un compromis entre deux pouvoirs égaux en droit. Cependant, les rapports sociaux à l'intérieur de l'entreprise sont régis par le pouvoir longtemps absolu du propriétaire sur ses biens, du patron sur ses ouvriers. Ainsi y a-t-il prééminence du pouvoir gestionnaire et financier sur le savoir technique, la propriété de la personne disparaissant elle-même, celle-ci ayant été vendue temporairement au patron.

Dans ces conditions, on se trouve dans une situation où la différence des contenus du savoir, à laquelle s'ajoute bien sûr un pouvoir économique préalable, rend très difficile l'émergence d'une solution de partage des pouvoirs dans l'entreprise.

Enfin, je voudrais évoquer un dernier exemple. Dans la société où nous vivons, survivent difficilement ceux que l'on dit marginaux ou marginalisés. Vivant mal, dans une société qu'ils ne comprennent pas du fait de sa complexité, ou incapables souvent de tenter même de la comprendre, par insuffisance culturelle, insuffisance du savoir, parfois dans l'impossibilité naturelle d'accéder à une représentation du réel, ils basculent alors dans la marginalité.

Ajoutons à ceci fréquemment les conséquences de ce que l'on appelle la « crise économique » et le chômage. Un certain nombre d'entre eux fuit alors dans un univers utopique, des formes religieuses refuges, des sectes, la drogue.

Il n'y a pas ici de question d'âge, mais les jeunes sont à l'évidence plus touchés. On constate dans ces milieux la montée de l'illettrisme, l'ignorance quasi totale des problèmes réels du moment et du lieu, le décrochage par rapport au monde dans lequel ils vivent. Aucune lecture, ni de journal, ni de lettres reçues.

L'insuffisance du savoir et le sentiment de ne faire que subir les amènent à renoncer à l'exercice d'un pouvoir quel qu'il soit, et à un isolement personnel et collectif générateur de révolte, de violence, de fuite dans la drogue.

On ne se retrouve plus ici, évidemment, dans le contexte des exemples précédents où pour des raisons diverses des groupes sociaux se tournaient encore vers des formes de pouvoir et parfois de savoir archaïques, mais devant un phénomène de déculturation globale par impossibilité ou incapacité de s'insérer dans la société telle qu'elle fonctionne, ou par rejet de celle-ci.

LES TEMPS MODERNES

Ils correspondent à la période qui naît avec la Renaissance et qui voit la société s'ouvrir à ceux que l'on appellera beaucoup plus tard les intellectuels, et aux artistes.

Eugénio Garin définit la Renaissance comme une révolution culturelle au cours de laquelle cette élite nouvelle prend conscience du pouvoir nouveau qu'elle acquiert dans la société et réussit à s'imposer à elle. Un tableau célèbre montre l'Empereur Charles Quint ramassant à terre le pinceau que le vieux Titien vient de laisser tomber.

Au même moment, Léonard de Vinci écrit dans ses carnets : « Le monde est soumis à des lois mathématiques », ce que Galilée reprendra plus tard pratiquement dans les mêmes termes. Aux pouvoirs anciens religieux, politiques, issus du Moyen Âge vient maintenant s'ajouter une nouvelle forme de pouvoirs, celle des détenteurs d'un pouvoir nouveau qui consiste à connaître le monde, à s'efforcer de le comprendre et à le transformer par des créations humaines.

Les temps modernes se mettent en place, autour des intellectuels des philosophes, des savants, qui élaborent au cours des siècles l'arsenal méthodologique et intellectuel permettant de fonder la pensée rationnelle et la recherche scientifique.

Les succès sont éclatants, et, petit à petit, les notions de progrès des connaissances puis de progrès humain tout court émergent de cette évolution.

Le XVIII^{ème} siècle se passionne pour les sciences et les « progrès de l'esprit humain » (Condorcet), et le savoir scientifique en vient chez un certain nombre d'esprits à entrer en conflit avec la religion avant qu'au XIX^{ème} siècle le scientisme ne tente de faire de la science un savoir absolu, une religion, à son tour détentrice de tous les pouvoirs.

Le monde des savants et des ingénieurs détient désormais un pouvoir de référence par rapport à l'opinion publique qui se crée au XVIII^{ème} siècle. L'effort scientifique qui se développe est orienté vers la connaissance objective de la nature et des lois qui la régissent, avec en arrière-plan la possibilité de maîtriser un certain nombre de phénomènes de manière à s'émanciper de certaines contraintes naturelles et donc de travailler à l'avènement du « bonheur » de l'homme.

Les temps modernes sont donc tournés vers l'avenir dans la certitude d'un progrès permanent, dont la Raison doit éclairer le che-

min. Car, si Descartes a borné ses recherches aux domaines du monde physique, ses successeurs vont s'aventurer à la recherche des lois qui régissent les sociétés humaines et à analyser les entraves qui bloquent leur développement harmonieux, pour préconiser un certain nombre de solutions susceptibles de permettre aux hommes d'établir une société où ils pourraient enfin accéder au bonheur.

Projet d'une société « rationnelle » dans lequel la raison s'identifie à l'idée d'une libération de l'individu, investi de responsabilités nouvelles, d'un pouvoir retrouvé.

La Raison, les Lumières, le Progrès se mettaient en marche vers un avenir plus humain, plus libérateur, plus responsable, plus heureux, et le combat pour le pouvoir partagé, la justice et la solidarité permettait de critiquer les insuffisances du présent pour travailler à construire politiquement un monde meilleur où, comme le disait Vernant, les hommes puissent bien vivre ensemble.

Pour ce faire, il était nécessaire d'appeler successivement toutes les couches de la Société, tous les hommes à participer à cette évolution, à cette prise de responsabilité, à ce pouvoir redéfini, et l'instrument privilégié de cette mutation, comme l'avait compris Condorcet, était bien entendu l'enseignement.

Claude Roy dit dans une heureuse formule : « L'opinion, c'est ce qui est produit, en demandant aux gens [...] de parler pour dire ce qu'ils pensent de ce qu'ils ne connaissent pas et sur lequel ils ne pensent rien. La démocratie au contraire, c'est demander aux gens leurs opinions sur ce qu'on leur donne le moyen de connaître. »

Le lieu de constitution et d'acquisition du savoir des temps modernes a été l'Université. En dehors du contrôle de l'Église lorsqu'on est passé de la tradition à la modernité, de l'autorité dogmatique à la réflexion critique, de l'enseignement de connaissances validées par l'autorité à l'élaboration et à la transmission critiques de savoirs nouveaux, synthétiques, capables de rendre raison de l'homme et du monde dans lequel il vit, pour rendre celui-ci plus habitable et donner à chaque citoyen la possibilité de participer aux prises de décision et de peser sur les événements.

L'évolution de l'enseignement a en permanence accompagné sinon parfois précédé les transformations des structures sociales et

politiques de la nation. Car si l'Université a répondu à l'exigence de diffusion du savoir, à l'exigence de synthèse critique des connaissances, et à la formation particulière aux études médicales et juridiques spécifiques, elle a été avant tout le lieu de formation des élites politiques et administratives de l'État et, s'adressant à un public plus vaste, le lieu d'acculturation de masses populaires qui, au milieu du XIX^{ème} siècle, ne parlaient peut-être pas encore majoritairement le français.

Ainsi se trouvaient mis en chantiers les objectifs des Lumières de diffusion du savoir qui devait permettre l'accès aux responsabilités d'une démocratie.

Mais cette construction de la démocratie va se réaliser dans le contexte d'un affrontement idéologique puissant né de la déchirure que constitue la Révolution française et qui exprime des divergences fondamentales sur la nature du savoir, sur l'enseignement.

Les victimes de la Révolution, la noblesse, le clergé, vont rechercher les causes de leur drame et en rendre responsable la société née de la Renaissance, de la Réforme et du XVIII^{ème} siècle des Lumières et qui se perpétue au-delà de la Révolution, la société dominée par l'individualisme, le rationalisme, la sécularisation de l'État, des sciences, de la pensée. C'est l'inspiration de Joseph de Maistre, Louis de Bonald, Louis Veuillot.

Ils expriment l'attachement à une société hiérarchique et paternaliste, exaltent la paternité contre l'égalité et la fraternité et revendiquent la légitimité des pouvoirs de Dieu et du Roi de droit divin et leur soumission aux décisions du pape. Ils nourrissent sous ces auspices le projet d'une alliance entre l'aristocratie, le clergé et le « bon peuple », celui qui a été préservé de la contagion révolutionnaire, encadré solidement et organisé en corps intermédiaires.

Alexis de Tocqueville décrit dans ses mémoires les hommes de sa commune allant voter après la messe, conduits par le Maire, c'est-à-dire lui-même, et par le curé. C'est le retour de l'alliance du trône et de l'autel, le cléricalisme moderne et le cri de guerre de Gambetta « Le cléricalisme, voilà l'ennemi » répondant au bulletin du diocèse d'Arras : « Enfin nous allons pouvoir enseigner la contre-révolution. »

La peur sociale, la peur de l'irruption des masses populaires à la conquête du pouvoir partage durablement la France en deux et c'est la guerre scolaire qui va nous diviser jusqu'à il y a peu.

Depuis la loi Guizot de 1833, en passant par la loi Falloux de mars 1850 et les lois Ferry de 1881-1882, on arrive à l'affaire Dreyfus au tournant du siècle, aux lois de séparation des Églises et de l'État, et à la tentative du gouvernement de Vichy de faire réapparaître l'ordre ancien.

C'est face aux fils spirituels de Condorcet qui fondent et développent l'école comme l'outil le plus apte à réaliser la démocratie par l'éducation, Thiers agnostique et longtemps anticlérical, qui bien avant la Commune s'écrie : « Allons nous jeter dans les bras des évêques. [...] Oui je dis et je soutiens que l'enseignement primaire ne doit pas être forcément et nécessairement à la portée de tous. J'irai jusqu'à dire que l'instruction est selon moi un commencement d'aisance et que l'aisance n'est pas réservée à tous. »

Cet affrontement va durer jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale pour s'apaiser enfin dans l'acceptation par tous de la démocratie et de la République et des valeurs qui les fondent, et par la reconnaissance par tous de la légitimité des différences personnelles.

Cela dit, il faut bien reconnaître que le passage à l'éducation de masse, l'extension de l'école pour tous n'étaient pas seulement induits par la volonté de réaliser la démocratie par l'éducation, mais correspondaient aussi à la nécessité de former de mieux en mieux les acteurs et les participants d'une vie économique de plus en plus complexe.

Au bout du compte, quel bilan peut-on dresser de cette modernité ? Si l'on admet que la construction de la démocratie représentative s'exprime aujourd'hui par l'égalité de fait devant l'éducation, la culture, la santé, le logement, la qualité de la vie, et comporte la participation à un certain nombre de pouvoirs, le contrôle des autres pouvoirs ainsi que des grands choix politiques et éthiques, ceci nécessite pour tous les citoyens, la possibilité de comprendre, de juger et de s'exprimer. Force est de constater que l'on est loin du

compte, et que, comme l'écrit Habermas, la modernité demeure inachevée.

On peut d'abord constater le désenchantement du monde contemporain comme un ressort qui se brise à partir de la première guerre mondiale, dans les tranchées, ou à Verdun, et quand vole en éclats la foi au progrès et l'illusion d'un monde prévisible de bonheur et d'épanouissement humain. Les intellectuels et les artistes se font les prophètes d'un monde terrible, que fascisme, communisme écriront et qui déclenchera les horreurs de la seconde guerre mondiale : Auschwitz, Hiroshima.

Le destin semble réapparaître qui enlève à tout homme la possibilité de peser sur sa propre histoire. D'ailleurs, depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, le discours de Marx est réputé annoncer l'incapacité de l'homme d'agir en son nom propre, mais seulement en expression de la classe sociale à laquelle il appartient, avant que Freud et Jakobson ne le montrent expression de l'inconscient qui l'habite, ou des structures mentales induites par la langue qu'il parle. Sa responsabilité propre disparaît et son pouvoir rationnel semble l'abandonner.

Ajoutons enfin qu'il faut nous poser la question de savoir si, dans la civilisation telle qu'elle est, à l'heure où les sciences, l'économie, les technologies devraient constituer une part essentielle de notre savoir, tel est réellement le cas. Il faut tout de suite répondre non.

Tout d'abord, selon les statistiques publiées par le Ministère des Armées, 10 % d'une classe d'âge appelée au service militaire sont illettrés. Il n'est que de songer aussi aux banlieues de nos villes déjà évoquées où quantité d'hommes et de femmes se trouvent dans l'incapacité d'exercer un quelconque pouvoir et bien plus y ont complètement renoncé.

Outre cela, interrogeons-nous sur la capacité d'un citoyen moyen d'analyser un problème économique simplement complexe et réfléchissons au fait que, d'après une enquête récente, 80 % des Français estiment encore qu'il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances scientifiques et techniques pour être cultivé.

Et ceci marque à l'évidence notre inadaptation à un environnement qui est devenu avant tout économique et technologique.

Nous sommes en effet entrés dans une société de type nouveau, la Société Technocratique dont il ne semble pas qu'il existe déjà un modèle dans l'histoire. La réalité du pouvoir y est désormais constituée par l'organisation, la technologie, l'information liées les unes aux autres par les pouvoirs de l'argent.

Le détenteur du pouvoir devient de plus en plus le technocrate qui maîtrise l'organisation, utilise les technologies de pointe et contrôle l'accès à une information qui trop souvent se contente de recueillir les faits sans tenter de leur donner un sens. On a pu écrire que les médias sont devenus globalement l'outil le plus performant pour éloigner du savoir réel et de la responsabilité, accrochés qu'ils sont à l'audimat et à travers lui, aux indispensables investissements des intérêts économiques. En effet, le journal *Le Monde diplomatique* de février 1996, écrit : « Une enquête récente révèle que la confiance des Français dans les médias s'est effondrée. La collusion entre les puissances industrielles et financières d'une part et les médias de l'autre réduit fortement la crédibilité de ces derniers. La presse qui, historiquement, s'est construite contre le pouvoir politique tend de plus en plus à s'identifier à lui. »

Il n'est plus vraiment demandé de croire au progrès et nous avons déjà dit que depuis Auschwitz et Hiroshima, ceci semble radicalement impossible. Mais le changement est devenu le mode d'exister de la réalité et impose ses contraintes. Il est avant tout demandé à l'homme contemporain de s'adapter au changement, qui semble surgir de lui-même, mécaniquement, comme une fatalité, indépendamment de toute finalité assignée à notre existence individuelle et collective.

Toute stabilité est rejetée et la vie humaine doit se plier au mouvement de l'environnement. Ce changement constitue ce que l'on a appelé depuis les années 60 le Futur (Futurologie, Futuribles) et ce futur n'est pas une nouvelle représentation de l'avenir. Comme le dit le titre d'une étude, « Le Futur est déjà là », il est présent, en action, il n'y est pas attendu, souhaité, nous le vivons avec angoisse, car son sens nous échappe. Nous avons abandonné ce mouvement vers l'avenir, construit par l'homme à travers ses pensées, ses actions, ses projets, au profit d'un futur dont nous avons le sentiment que nous

ne sommes pas maîtres, qui nous enveloppe, nous détermine, nous soumet à lui, comme s'il s'était constitué en dehors de nous, savoir technologique et technocratique auquel nous sommes sommés de nous adapter. Autrement dit, loin de servir d'instruments à l'élaboration d'un type élargi de pouvoirs, tout se passe comme si sciences et techniques physiques humaines et sociales tendaient à s'y substituer.

L'instruction émancipatrice par l'école qui devait permettre l'accès au pouvoir du plus grand nombre n'avait pas prévu le F.M.I. qui impose aux pays endettés des mesures économiques quel que soit le coût social, ni les Golden Boys, qui dans une O.P.A. réussie créent quelques milliers de chômeurs sur un coup de bourse à New York ou à Tokyo.

N'est-ce pas d'une certaine façon la seconde mort de Condorcet, dans la mesure où aujourd'hui il semble que l'urgence ne serait plus de former mais de conformer. La société se compose de groupes autonomes réunis dans ce que l'on appelle « les classes moyennes », mosaïque d'intérêts, de stratégies différentes, qui ne se rencontrent que très rarement sur un projet commun, et la vie sociale devient de plus en plus le produit d'une nécessité d'adaptation à un environnement complexe, et dynamique, d'une très grande fluidité. S'adapter, changer deviennent les maîtres mots d'une société où s'appauvrissent les pouvoirs politiques et institutionnels au profit d'intérêts économiques soutenus par des groupes de pression aux mains d'une petite élite multiforme présente dans la politique, le service de l'État, la vie économique et la direction des grandes entreprises et qui confisque ainsi l'essentiel des pouvoirs, à l'échelle au moins nationale.

Jamais sans doute, l'histoire n'a connu d'élites aussi nombreuses détentrices d'une telle somme de savoirs. Mais qu'est-ce aujourd'hui que le savoir ?

Nous avons la possibilité théorique de tout savoir mais nous ne sommes pas en mesure d'assimiler de façon synthétique l'ensemble des connaissances dans le domaine des sciences, de l'économie, domaines où depuis la première guerre mondiale, la recherche sur des objectifs partiels déborde largement l'effort de synthèse. Nous savons bien depuis Marcelin Berthelot, mort en 1907, qu'aucun homme de science n'est plus en mesure de synthétiser l'ensemble

des connaissances scientifiques de son temps et que les spécialistes entre eux deviennent incapables, d'un laboratoire à l'autre, de suivre les travaux d'un collègue.

L'objet de la science ne devient plus avant tout la connaissance du monde tel qu'il nous est donné, mais la maîtrise de phénomènes ponctuels et la création d'objets nouveaux. Les symboles de cette mutation sont perceptibles dans le type de formation pratiquée par l'Université, qui abandonne la formation synthétique au profit de la recherche pointue, fondamentale ou appliquée.

Pour le citoyen ordinaire, la complexité croissante des connaissances et l'entrée dans un nouveau type de culture ont pour conséquence l'inadaptation à l'analyse des grands problèmes du moment.

L'innovation la plus récente consiste aujourd'hui dans l'émergence de la société informatique à l'intérieur de ce monde technologique avec les « autoroutes de l'information », toile d'araignée mondiale des connaissances humaines.

Face à ces innovations, la querelle aujourd'hui fait rage, que je ne me propose pas d'arbitrer.

Pour les uns, il s'agit avant tout d'une mutation comparée à celle que l'imprimerie a apportée à la culture occidentale, un nouvel outil au service de l'homme, qu'il s'agit de bien savoir utiliser et que l'on peut maîtriser, et qui apporte la possibilité de la démocratisation du savoir universel pourvu que l'on dispose des moyens culturels et financiers pour ce faire — il faut en effet remarquer qu'aujourd'hui, seuls 12 pays africains sur 54 sont connectés à Internet — et que l'accès à l'information ne soit pas régulé, contrôlé, hiérarchisé, bref que son emploi soit déterminé par ses utilisateurs.

Mais, pour les autres, il s'agit de bien autre chose. C'est d'abord comme l'écrit Nelson Thall, universitaire américain cité dans le journal *Le Monde*, entrer obligatoirement dans l'univers américain : « Pour les internautes du reste du monde, s'adapter signifie changer de langue, de culture, presque d'identité. » Dans ce contexte, Internet apparaît à l'auteur comme un fantastique instrument fédérateur, contribuant à l'homogénéisation des modes de vie, de sentir, de parler, de penser. « Dans l'Antiquité, écrit-il, de grandes cultures de tra-

dition orale n'ont pas résisté à l'apparition de l'écriture, de même certaines sociétés actuelles ne résisteront pas à Internet. »

Bien plus, Joël de Rosnay, favorable pourtant à cette « société informatique », écrit : « La pensée cartésienne partagée par tant de décideurs politiques et industriels formés aux mathématiques et au droit appartient au passé. Les caractéristiques du nouvel espace économique, social et culturel immatériel que l'on appelle aussi le "cyberespace" échappent aux analyses de ceux qui vivent et raisonnent selon l'ancien modèle. »

Futur annoncé ou fantasmes d'une grande peur de l'an 2000 ? Je crois qu'il est aujourd'hui bien difficile de décider. Alors que faire ?

— Au moins décrire simplement la complexité des choses, concluait un des participants du colloque « Science, pouvoir, démocratie », c'est-à-dire permettre la circulation d'une information la plus claire possible.

— Donner la possibilité aux citoyens d'avoir un avis sur les enjeux de la science, c'est-à-dire préalablement développer la culture économique, scientifique, technique et l'insérer dans une réflexion sur l'homme à travers l'enseignement, la vie associative.

— Retrouver le sens d'une culture synthétique englobant la mémoire du passé et dégager ainsi les structures précises des pouvoirs tels qu'ils s'exercent aujourd'hui, de manière à y participer lucidement et à envisager des contre pouvoirs accessibles au plus grand nombre.

— À l'évidence, l'Université conserve un rôle prépondérant dans cet effort, mais aussi je crois que la Ville doit ici exercer toutes ses responsabilités, en tant que cellule de base de la vie sociale et politique, lieu de diffusion de tous les savoirs, de convergence, de coresponsabilité et de contrôle des pouvoirs.

C'est dans la cité athénienne que la démocratie, à l'articulation des pouvoirs et des savoirs, est née. Dans ce futur qui nous étreint déjà, n'est-ce pas localement d'abord que les défis peuvent être relevés, en enseignant, en expliquant, en aidant à participer aux déci-

sions, de façon à créer des citoyens les plus libres, les mieux informés, les plus responsables possibles, qui soient en mesure d'écartier de la démocratie du XXIème siècle, les dangers les plus graves de confiscation ?

Pierre Yves Heurtin